

Samedi 23 mai 2020 :

Sauf avis contraire du conseil scientifique, le second tour des élections municipales aura lieu le 28 juin prochain avec masque obligatoire.

Dans cette affaire, il n'y avait de toute façon que le choix entre le pire et le moindre mal.

Alors que face à l'épidémie de coronavirus, deux tiers des 71 pays ayant des élections ou votes prévus ont décidé le report, notre gouvernement a choisi d'organiser ce scrutin, 8 heures après la fermeture des bars, restaurants et cinémas et deux jours avant l'entrée en vigueur du confinement !

Jamais le premier tour n'aurait dû être maintenu dans les conditions où il s'est tenu 15 mars dernier et, de toute évidence, sans avoir la certitude de pouvoir organiser le second dans le délai d'une semaine prévu par l' [article L56 du code électoral](#) .

Mais le corps électoral ayant été placé au milieu du gué, il fallait en sortir et le plus vite était le mieux.

Le Conseil d'État n'a d'ailleurs pas affirmé autre chose dans son avis du 18 mars puisqu'il a indiqué que le report ne devait pas dépasser, "*eu égard aux circonstances qui le justifient, un délai raisonnable* " .

Cela ne lève pas pour autant toutes les interrogations. Ainsi :

- Quid de la campagne du second tour - qui sera virtuelle et sans meeting - et donc de l'égalité entre les candidats qui doivent être soumis au même traitement ?

Écrit par Christophe

Mardi, 19 Mai 2020 09:47 - Mis à jour Lundi, 25 Mai 2020 11:46

- Quid de la sincérité de ce scrutin qui a d'ores et déjà été faussé au premier tour par une baisse très nette de la participation et qui risque, au mois de juin, de connaître la même désaffection ?

Ces échéances ont été tronquées, alors même que les municipales sont, avec la présidentielle, l'élection préférée des Français.

En outre, la France du 28 juin n'est plus celle du 22 mars ! les enjeux ne sont absolument plus les mêmes qu'en février et mars derniers.

Ce scrutin est donc un coup pour rien qui n'autorise aucune lecture politique autre que ponctuelle et locale.

Les maires qui seront ("mal") élus en 2020 devront l'assumer car ils ne pourront empêcher le doute sur leur légitimité durant les six prochaines années !

Mercredi 20 mai 2020 :

L'épidémie que traverse la France a mis une lumière crue sur le "désarmement sanitaire" du service public de santé.

Fin mars, à Mulhouse, Emmanuel Macron avait évoqué un "plan massif" pour l'hôpital après la crise.

Le gouvernement est donc attendu au tournant car ce ne sont ni des applaudissements, ni des médailles dont ont besoin les personnels soignants.

Écrit par Christophe

Mardi, 19 Mai 2020 09:47 - Mis à jour Lundi, 25 Mai 2020 11:46

Les équipements (*masques, blouses, respirateurs, médicaments*) ont cruellement fait défaut et les salaires des soignants ne sont pas au niveau des standards européens.

La revalorisation des métiers hospitaliers et des salaires sera naturellement au cœur du "Séjour de la santé" qui s'ouvrira lundi prochain.

Néanmoins, cet énième rendez-vous, organisé dans la précipitation, pour évoquer les revenus et conditions de travail des personnels du secteur public de la santé, laisse dubitatif.

Non seulement les organisations représentatives de la fonction publique hospitalière n'ont pas été consultées en amont mais le dernier plan d'urgence pour l'hôpital public a été exposé par le Premier ministre il y a à peine 6 mois !

Nous avons alors commenté cette rustine sur une jambe de bois de la façon suivante : "Trop peu, trop tard" (lire [réflexions gaullistes CC, 21/11](#)).

Il aurait été tellement préférable que nous nous trompions au vu de ce qui s'est passé depuis lors...

Notre système de santé n'était pas préparé à absorber le choc d'une pandémie mondiale, certes exceptionnelle mais aux conséquences tellement prévisibles. Qu'en aurait-il été de nos capacités hospitalières sans le confinement ?

Il faut maintenant changer de braquet ; refonder en profondeur le système de santé français et mettre fin à trente ans de politiques de réduction des dépenses qui l'ont mis à genoux sur fond d'acronymes devenus monnaie courante, tels que la LOLF ; la RGPP ou la MAP.

Emmanuel Macron a reconnu "une erreur dans la stratégie" de sa politique de santé - ce qui était la moindre des choses - et a promis, au-delà des "primes Covid", une vraie revalorisation des carrières.

Écrit par Christophe

Mardi, 19 Mai 2020 09:47 - Mis à jour Lundi, 25 Mai 2020 11:46

Malheureusement, l'enfer est pavé de bonnes intentions...

Mardi 19 mai 2020 :

Hier, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont tenu une conférence de presse commune afin de dévoiler une « initiative » franco-allemande (*qui doit encore être validée par les autres États européens*).

Souveraineté européenne ; Europe de la santé ; dénonciation des pays qui ferment leurs frontières sans prévenir... à croire que Macron et Merkel n'ont tiré aucune leçon de la crise sanitaire provoquée par le coronavirus !

Face à la pire crise mondiale depuis 1945, l'Union Européenne - qui a favorisé la concurrence entre pays européens et affaibli les services publics (*par l'austérité budgétaire*) et les industries (*par la monnaie unique*) de la plupart des États membres - est apparue dépassée et prisonnière d'un logiciel d'un autre âge.

Au contraire, cette pandémie a été le révélateur d'une évidence : le retour des États-Nations au centre du jeu, seul cadre pertinent pour répondre aux attentes des populations.

Où était l'Europe pendant 2 mois ? aux abonnés absents, tandis que les pays se sont débrouillés comme ils le pouvaient et que la solidarité est souvent venue d'ailleurs !

De fait, la santé demeure, dans les traités, dévolue aux pays qui composent l'Union. Or, les

Écrit par Christophe

Mardi, 19 Mai 2020 09:47 - Mis à jour Lundi, 25 Mai 2020 11:46

adeptes du fédéralisme qui nous dirigent ne sauraient l'accepter davantage... tout est donc bon pour affaiblir l'autorité des Nations et concéder encore un peu plus de souveraineté.

Avec Macron, c'est l'Europe d'abord et la France après.

Alors, autant dire que ce n'est pas le fonds de relance de 500 milliards en soutien aux secteurs et régions les plus touchés (*financé par le budget communautaire au moyen d'un emprunt sur les marchés financiers et que nous devons rembourser au titre de la mutualisation de la dette*) qui fera passer la pilule de ce contre-sens historique du couple franco-allemand.

L'essence même de l'UE, avec la soumission du politique à des organes supranationaux, incapables de répondre aux urgences économiques, sociales et climatiques, n'est plus notre avenir.

Gageons que, demain, on parle enfin production locale et État stratège mais que l'on n'achète pas le silence des peuples avec la planche à billets !